

Burundi : les ambassadeurs des pays de l'UE convoqués pour une explication

@rib News, 15/12/2016 - Source AFP Les ambassadeurs de l'Union européenne (UE) et de ses Etats membres qui ont des représentations diplomatiques au Burundi ont été convoqués jeudi pour une demande d'explication après avoir manqué une réunion de travail, a-t-on appris de sources gouvernementale et diplomatiques. Mardi, les ambassadeurs de l'UE, de l'Allemagne, de Belgique, de France (absent du pays) et des Pays-Bas n'avaient pas participé à une réunion à l'intention du corps diplomatique accrédité au Burundi avec le premier vice-président burundais, Gaston Sindimwo, et le ministre des Relations extérieures, Alain-Aimé Nyamitwe.

"Officiellement, ces ambassadeurs se sont tous absentés de cette réunion importante parce qu'ils avaient un calendrier chargé. Mais cela n'a trompé personne, car il s'agit clairement d'un boycott de cette activité, mais aussi une tentative de sabotage de cette activité très importante", a estimé un haut responsable politique burundais, sous couvert d'anonymat. "C'est inadmissible et c'est pour cela que le ministre des Relations extérieures les a convoqués, pour leur donner un message clair, qu'ils doivent respecter les lois de ce pays", a-t-il poursuivi. "C'est un manque d'égard aux autorités d'un pays souverain". La rencontre avec M. Nyamitwe a permis "d'échanger calmement nos points de vue pour décriper autant que possible un climat déjà tendu", a expliqué à l'AFP un de ces diplomates, sous couvert d'anonymat. Le Burundi est sous sanctions de l'UE et de ses pays membres, qui sont ses principaux bailleurs de fonds. Ces sanctions ont pour objectif de pousser le gouvernement à engager un dialogue avec son opposition en vue d'une sortie de crise, ce qu'il a toujours refusé jusqu'ici. "Ce qui s'est passé mardi est un petit incident qui est le fruit d'une série de malentendus (...). Il (M. Nyamitwe) n'était pas content, mais nous avons fait le point sur un certain nombre de dossiers et nous lui avons fait part de nos préoccupations", a ajouté un autre diplomate européen, qui a également requis l'anonymat. Ce diplomate a reconnu qu'ils avaient fait "profil bas", mais lui avoir aussi expliqué qu'ils ont "d'autres obligations" et ne pas pouvoir "être tenus par une telle injonction". "Le pouvoir, qui souffre énormément des sanctions, tente de faire pression sur nous pour qu'on lâche du lest", a-t-il ajouté. "Il faut qu'il revienne à la raison et accepte de dialoguer avec l'opposition, mais on en est encore loin malheureusement". Le Burundi est plongé dans une grave crise depuis la candidature en avril 2015 de Pierre Nkurunziza à un troisième mandat controversé et son élection en juillet de la même année. Les violences ont fait plus de 500 morts et poussé plus de 300.000 personnes à quitter le pays.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});